

N° 053/2014
Le Chef de Police



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Mairie – Accueil – 46 avenue de Gameville – 31650 Saint Orens de Gameville – 05.61.39.00.00
Horaires : du lundi au jeudi : 8h30-12h et 13h30-17h30 et le vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30

N° 97 - Période du 1^{er} JUIN 2014 au 30 JUIN 2014

DECISIONS

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème Alinéa

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.
- VU** la délibération en date du 17 Avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** le projet d'activité 2013-2014 et le budget primitif de l'Ecole Municipale de Musique,
- VU** la consultation sommaire à laquelle il a été procédé,
- VU** le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

DECIDE S/N° 83 -2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec **Monsieur JOSIEN Gaëtan**
demeurant. 196 chemin la Pradelle 81600 BRENS
un contrat d'engagement d'un intermittent du spectacle pour la conception et réalisation de
l'implantation scénique, à l'occasion de la fête de la musique à Saint-Orens, pour un montant de :
419,28 Euros T.T.C (dont 219,28 Euros de charges + 200,00 Euros de salaire net).

L'intervention de **Monsieur JOSIEN Gaëtan** aura lieu le **21 juin 2014**.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en, sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 10 juin 2014

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

☎ 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

4ème Alinéa

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 Avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le projet d'activité 2013-2014 et le budget primitif de l'Ecole Municipale de Musique,

VU la consultation sommaire à laquelle il a été procédé,

VU le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

DECIDE S/N° 84 -2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec **Monsieur JOSIEN Gaëtan**

demeurant 196 chemin la Pradelle 81600 BRENS

un contrat d'engagement d'un intermittent du spectacle pour la conception et réalisation de l'implantation scénique, à l'occasion du concert Trompettes et Jazz au kiosque, organisé par l'école municipale de musique pour un montant de :

401,88 Euros T.T.C (dont 201,88 Euros de charges + 200,00 Euros de salaire net).

L'intervention de **Monsieur JOSIEN Gaëtan** aura lieu le **28 juin 2014**.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en, sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 10 juin 2014

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire,
Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122-22
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème Alinéa

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 Avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le projet d'activité 2013-2014 et le budget primitif de l'Ecole Municipale de Musique,

VU la consultation sommaire à laquelle il a été procédé,

VU le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

DECIDE S/N° 85 -2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec **Monsieur JOSIEN Gaëtan**

demeurant, 196 chemin la Pradelle 81600 BRENS

un contrat d'engagement d'un intermittent du spectacle pour la conception et réalisation de l'implantation scénique, à l'occasion du concert de l'harmonie au lycée, organisé par l'école de musique pour un montant de :

316,95 Euros T.T.C (dont 166,95 Euros de charges + 150,00 Euros de salaire net).

L'intervention de **Monsieur JOSIEN Gaëtan** aura lieu le **03 juillet 2014**.

ARTICLE 2

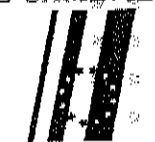
La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en, sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 10 juin 2014

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire,
Dominique FAURE

Aste rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le



Haute-Garonne

Tél : 05 61 39 00 00

Fax : 05 62 24 92 94

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

4^{ème} alinéa

Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle pyrotechnique

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22.

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (alinéa 4).

VU l'arrêté de subdélégation n° 23088 en date du 18 avril 2014 accordant subdélégation de signature à Monsieur Alain MASSA pour les demandes de devis et les actes d'engagement des marchés dont le montant est inférieur au montant mentionné au III de l'article 28 du Code des marchés publics ainsi que l'ensemble des documents d'exécution liés à ces marchés.

VU le projet de proposer une animation complète et variée à l'occasion de la Fête de la Musique, le 21 juin 2014

VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35

DECIDE S/N°86/2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec la Compagnie Les Vaguabondes représentée par M Dum Dum, Président, et domiciliée 7, rue Guy de Maupassant - 31200 Toulouse, un contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle par la représentation de « La Flammèche de Tristan ».

Cette représentation sera proposée sur le parking gravillonné situé en contrebas de la buvette des chênes, place Bellières, samedi 21 juin 2014 entre 22h et 23h.

ARTICLE 2

Le coût de la cession de ce spectacle s'élève à 1 550 €.

Cette somme couvre l'intégralité des dépenses relatives à la présentation de ce spectacle, à l'exception de la prise en charge par la ville (organisateur) d'un système de diffusion adapté.

En application de l'article 261 du Code Général des Impôts, la Compagnie Les Vaguabondes n'est pas assujettie à la TVA.

La ville assurera en outre les frais de communication et la prise en charge de contraintes techniques (fourniture d'électricité et d'eau) ainsi que la prise en charge du repas pour quatre artistes.

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 05 Juin 2014

Par délégation du Conseil,

Par subdélégation de signature de Madame le Maire,

Alain MASSA



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 06/06/2014
Et publication, affichage ou notification le Neant

Compagnie Les Vaguabondes

Siège social : 7 rue guy de maupassant

31200 Toulouse

Tél : 06 76 41 57 17

N°Siret : 48501511900038

Cod APE : 9499z

Licence 2-1068087

Représenté par : M Dum Dum: Président

Ci-après dénommée « Le Producteur » d'une part,

Et

Mairie de Saint-Orens de Gameville

46 avenue de Gameville 31650 St-Orens

Ci-après dénommée « L'Organisateur » d'autre part

Contrat de Cession du droit d'exploitation d'un spectacle

Il est exposé ce qui suit :

A L'artiste dispose du droit de représentation en France du spectacle suivant, pour lequel il est assuré.
Cette représentation a lieu dans le cadre de la fête de la musique du 21 juin

B L'Organisateur s'est assuré de la disposition du site : parking gravillonné situé côté école de danse d'Altigone à Saint-Orens.

dont le Producteur déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

| Article 1- Objet

Le Producteur s'engage à donner, dans des conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat des représentations du spectacle la Flammèche de Tristan le samedi 21 juin entre 22h00-23h00.

| Article 2 - Obligations du Producteur

Le Producteur fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.

Le Producteur fournira les accessoires, costumes,...

et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation.

Le Producteur en assurera le transport aller-retour.

Si le Producteur estime nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux dont dispose l'Organisateur, à l'exception de ce qui figure sur la fiche technique, il doit, lui-même et à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Paraphes : 1

| Article 3 - Obligations de l'Organisateur

- ☐ L'Organisateur fournira le lieu de représentation en ordre de marche conformément aux renseignements apportés dans la fiche technique. Il assurera, en outre, le service général du lieu : location, accueil, gestion des convives.
- ☐ Le bon déroulement du spectacle est placé sous la responsabilité de l'Organisateur qui se chargera des autorisations de représentation dans son lieu.
- ☐ En matière de publicité et d'information, l'Organisateur s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le Producteur.

| Article 4 - Prix et paiement

- ☐ L'Organisateur s'engage à verser au Producteur, en contrepartie de la présente cession, sur présentation d'une facture la somme totale de 1550€ TTC soit mille cinq cent cinquante euros.
- ☐ L'Organisateur assurera le paiement total de la prestation à l'issue de la représentation par mandat administratif.

| Article 5 - Montage, démontage et répétition

- ☐ L'Organisateur mettra à la disposition du Producteur le lieu précité à partir de 20h30 pour effectuer les montages, les réglages et les répétitions.
- ☐ Le démontage aura lieu à l'issue de la représentation.

| Article 6 - Accueil, hébergement et restauration des artistes

- ☐ L'Organisateur mettra à disposition du Producteur dès l'arrivée de l'artiste sur le lieu précité, une personne informée disponible et joignable, pour le guider et l'aider à résoudre d'éventuels problèmes.
- ☐ Des loges équipées de sanitaires seront mise à disposition du Producteur, pour permettre l'échauffement et l'habillage avant et après les spectacles.
- ☐ La restauration pour quatre personnes pour le soir (repas équilibrés en vue des performances des Artistes – repas fournis par le comité des fêtes – petite restauration type snack)

| Article 7 - Enregistrement- Diffusion

- ☐ Tout enregistrement ou diffusion, même partiels, du spectacle, devra faire l'objet d'un accord du producteur.

| Article 8 - Annulation du contrat

- ☐ Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune partie dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.
- ☐ Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de la clause essentielle du paragraphe A de son exposé.

Paraphes : 2

| Annulation de la part de l'Organisateur

Toute autre annulation du fait de l'Organisateur entraîne pour celui-ci l'obligation de verser le prix du spectacle fixé à l'article 4 du présent contrat.

En cas d'intempéries et sous réserve d'en avoir convenu au moins 24 heures à l'avance, les parties conviennent d'essayer de déplacer l'animation à une autre date dans le cours de l'année 2014.

| Article 9 – Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux

| Article 10 – Dispositions Particulières

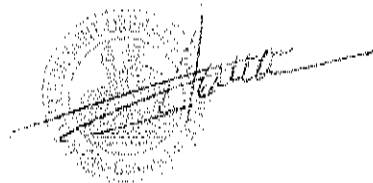
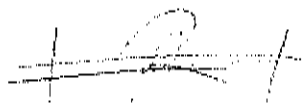
La fiche technique jointe est partie intégrante du présent contrat.

Le Producteur peut annuler la représentation si les conditions d'accueil et de représentation stipulées dans le présent contrat ainsi que la fiche technique (si jointe) le complétant ne sont pas respectées.

En particulier, l'organisateur devra fournir une sonorisation adéquate pour le public et un technicien son pour la représentation.

LE PRODUCTEUR

POUR L'ORGANISATEUR
Alain MASSA





**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

Portant signature de l'avenant 1 au lot 2 « produits de la mer ou d'eau douce surgelés » du marché « acquisition de denrées alimentaires »

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Considérant le bien-fondé du projet d'avenant,

DÉCIDE S/N° 87-2014

ARTICLE 1

D'ajouter les références suivantes au bordereau de prix du lot 2 « produits de la mer ou d'eau douce surgelés » du marché « acquisition de denrées alimentaires » :

Pavé de saumon salmo salar avec peau 180 g 2kgx6 à 10.264 € HT le kg (référence 4174);

Pavé de saumon Atlantique avec peau sans arête 150g à 8.998 € le kg (référence 9362) ;

Cubes de saumon sauvage, à 5.15€ HT le kg ;

Pavé de saumon Pink MSC en 130g, à 5.788 € le kg.

Les autres références, ainsi que les dispositions du marché, restent inchangées.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 10 juin 2014

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire,

Dominique FAURE

**VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tél: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,

VU la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (alinéa 4),

VU le projet d'animation du marché de plein vent.

VU le Budget Primitif de la Direction de la Culture, du Sport et de la Vie de la Cité.

VU le code des marchés publics et notamment ses articles 28, 30 et 35.

CONSIDERANT le projet d'animation du marché de plein vent, la commune fait appel aux services d'acteurs culturels et/ou d'animation.

DECIDE S/N°88/2014

ARTICLE 1

Il est conclu avec l'association «Au spectacle vivant», représentée par sa Présidente, Mme Catherine CALVEL et dont le siège social est au 13, rue Roger Galaup – 81500 LAVAUR, un contrat de prestation de services pour l'animation du marché de plein vent du samedi 21 juin 2014 à Saint-Orens de Gameville, pour un montant de 500.00 € (cinq cents euros) T.T.C.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville 10 juin 2014,

Par délégation du Conseil,
Madame Le Maire,
Mme Dominique FAURE



Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 16.06.2014

Et après transmission en Préfecture : 16.06.2014



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature de l'avenant au lot 2 « ouvrages reliés
spécialement pour les bibliothèques » du marché
« acquisition d'ouvrages neufs et de partitions de
musique »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant,

DECIDE S/N° 91-2014

ARTICLE 1

De signer l'avenant de transfert relatif au marché « Acquisition d'ouvrages neufs et de partitions de musique », lot 2 « ouvrages reliés spécialement pour la bibliothèque », portant substitution de la société BIBLIOTECA-GIE LIBRAIRIES PRIVAT par la société SAS BIBLIOTECA, dans tous les droits et obligations liés à ce marché.


ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 10 juin 2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire,


M. Anicet KOUNOUGOUS
Adjoint au Maire à la Commande publique, aux
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature de l'avenant au lot 7 « documents
imprimés en gros caractères » du marché « acquisition
d'ouvrages neufs et de partitions de musique »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de la proposition d'avenant,

DECIDE S/N° 92-2014

ARTICLE 1

De signer l'avenant de transfert relatif au marché « Acquisition d'ouvrages neufs et de partitions de musique », lot 7 « documents imprimés en gros caractères », portant substitution de la société BIBLIOTECA-GIE LIBRAIRIES PRIVAT par la société SAS BIBLIOTECA, dans tous les droits et obligations liés à ce marché.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 10 juin 2014

Pour le Conseil,
Par subdélégation de Mme le Maire,

M. Anicet KOUNOUGOUS

Adjoint au Maire à la Commande publique, aux
affaires sociales et au logement

Akte rendu exécutoire après transmission en préfecture le

Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

4ème alinéa

**Portant signature du marché « Achat de panneaux et de
vitrines d'affichage »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 4).

Vu l'arrêté n°23089 du 18 avril 2014, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Anicet KOUNOUGOUS, 7ème adjoint au Maire, pour « l'ensemble des actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés et des accords-cadres dont le montant est compris entre le montant prévu au III de l'article 28 et les seuils de procédure formalisée de l'article 26 du Code des marchés publics pour les marchés de fournitures courantes et de services, entre le montant prévu au III de l'article 28 et le montant de 1 million d'euros hors taxe (HT) pour les marchés publics de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants » à l'exclusion de la signature des bons de commande des marchés fractionnés à bons de commande.

Considérant le bien-fondé de l'analyse des offres et la proposition faite par le service,

DECIDE S/N° 93-2014

ARTICLE 1

D'accepter l'offre économiquement la plus avantageuse, pour le marché « achat de panneaux et de vitrines d'affichage », à savoir celle formulée par la société SICOM Grand Ouest.

Ce marché est conclu pour une durée ferme de 3 ans à compter de sa notification, pour un montant minimum de 2 000 € HT et un montant maximum de 12 000 € HT, pour la durée totale du marché.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 11 juin 2014

Pour le Conseil,

Par subdélégation de Mme le Maire,


M. Anicet KOUNOUGOUS

Adjoint au Maire à la Commande publique, aux
affaires sociales et au logement

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

2ème alinéa

Fixation des tarifs de restauration scolaire

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs des redevances des services publics locaux (alinéa 2).

Considérant la nécessité de fixer les tarifs de restauration scolaire pour l'année 2014 / 2015,

DECIDE S/N° 94/2014

ARTICLE 1

De fixer les tarifs suivants : A-B-C-D-E-F-G (Voir grilles des tarifs en annexe)

ARTICLE 2

Les présents tarifs s'appliqueront à compter du 1^{er} septembre 2014.

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

ARTICLE 4

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affichée et publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 17 juin 2014

Pour le Conseil Municipal,
Mme le Maire,

Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 18 juin 2014
Et publication, affichage ou notification le 19/06/2014



TARIFS Année scolaire 2014/2015

CUISINE CENTRALE MUNICIPALE DE SAINT ORENS DE GAMEVILLE

TYPE	OBJET	tarif
A	Repas "élèves des écoles élémentaires et maternelles" Communes / associations	
	SIVU PREAU à PRESERVILLE	
	Association Loisir Education & Citoyenneté Grand Sud	
	Mairie de LABASTIDE BEAUVOIR	
	Centre de loisirs du CIAS du SICOVAL "La Caprice"	
	Poney club de la Tuilerie	
	Repas des élèves en école élémentaire	3,56 €
	Repas des élèves en école maternelle	3,45 €
B	Repas "INDIVIDUELS"	
	C.C.A.S. / Régimes inclus frais de fabrication individuel	5,06 €
	Potage individuel	1,03 €
C	Repas des stagiaires du CNFPT ou autres stagiaires	12,20 €
D	Repas du Club des Aînés St ORENS	8,06 €
E	Tarifs de prestation unitaire fixes à la carte selon le barème suivant :	
	Petit déjeuner: Formule 1	0,64 €
	Formule 2	0,86 €
	Formule 3	1,96 €
	Collation: Formule 4	1,03 €
	Cocktail: Formule 6	2,40 €
	Formule 7	3,46 €
	Formule 8	5,87 €
	Apéritif dinatoire: Formule 9	4,55 €
	Formule 10	6,37 €
F	Tarifs Plateaux repas	
	Formule 11 Menu plaisir " repas de travail "	6,66 €
	Formule 12 Menu gourmet	12,59 €
	Formule 13 Menu prestige	18,93 €
G	DIVERSES PRESTATIONS	
	Assistance Technique "tarif horaire"	19,57 €
	Forfait transport hors commune de St. Orens	29,97 €



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

2ème alinéa

Fixation des tarifs de l'Ecole Municipale de Musique

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs des redevances des services publics locaux (alinéa 2).

Considérant la nécessité de fixer les tarifs de l'école municipale de musique pour l'année 2014 - 2015,

DECIDE S/N° 95/2014

ARTICLE 1

De fixer les tarifs suivants :

Activités	Public	QF	
	Tous		Inscription 35,00€ Cotisation
Instrument	Saint-Orennais		
	Enfants	T1	$Q \leq 240$ 147,00 €
		T2	$240 < Q \leq 330$ 176.40 €
		T3	$330 < Q \leq 470$ 205.00 €
		T4	$470 < Q \leq 620$ 244.49 €
		T5	$620 < Q \leq 820$ 266.61 €
		T6	$820 < Q \leq 1000$ 287.94 €
		T7	$1000 < Q \leq 1300$ 321.49 €
		T8	$Q > 1300$ 345.02 €
	Adultes	T1	$Q \leq 240$ 175,79 €
		T2	$240 < Q \leq 330$ 211.95 €
		T3	$330 < Q \leq 470$ 246.00 €
		T4	$470 < Q \leq 620$ 293.26 €
		T5	$620 < Q \leq 820$ 319.18 €
		T6	$820 < Q \leq 1000$ 354.15 €
		T7	$1000 < Q \leq 1300$ 384.45 €
		T8	$Q > 1300$ 405.08 €
	Extérieurs	Tous	505.07€

Formation musicale	Saint-Orennais	Enfants	T1	$Q \leq 240$	94.08 €
			T2	$240 < Q \leq 330$	112.70 €
			T3	$330 < Q \leq 470$	130.00 €
			T4	$470 < Q \leq 620$	156.06 €
			T5	$620 < Q \leq 820$	170.63 €
			T6	$820 < Q \leq 1000$	186.62 €
			T7	$1000 < Q \leq 1300$	203.61 €
			T8	$Q > 1300$	214.33 €
		Adultes	T1	$Q \leq 240$	110.50 €
			T2	$240 < Q \leq 330$	130.59 €
			T3	$330 < Q \leq 470$	153.75 €
			T4	$470 < Q \leq 620$	181.28 €
			T5	$620 < Q \leq 820$	197.85 €
			T6	$820 < Q \leq 1000$	213.16 €
			T7	$1000 < Q \leq 1300$	236.17 €
			T8	$Q > 1300$	253.45 €
	Extérieurs	Tous			331.68 €
Débutants enfants avec instrument associé	Saint-Orennais	Enfants uniquement	T1	$Q \leq 240$	185.63 €
			T2	$240 < Q \leq 330$	222.61 €
			T3	$330 < Q \leq 470$	257.95 €
			T4	$470 < Q \leq 620$	308.41 €
			T5	$620 < Q \leq 820$	336.66 €
			T6	$820 < Q \leq 1000$	365.39 €
			T7	$1000 < Q \leq 1300$	404.32 €
			T8	$Q > 1300$	430.68 €
	Extérieurs				644.28 €

ABATTEMENTS	
Jardin musical, Initiation CP: Formation musicale -30%	
Débutants enfants (ateliers découvertes) : Formation musicale + instrument -30 %	
FAMILLES :	2 ^{ème} élève : -10 %
	3 ^{ème} élève : - 20 %
	4 ^{ème} élève : - 30 %

Toute personne participant)
 aux ateliers de pratique amateur) Cotisation 90,00 € pour l'année
 mais ne suivant pas de cours d'instrument)

ARTICLE 2

Les présents tarifs s'appliquent à compter du 1^{er} Septembre 2014.

ARTICLE 3

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

ARTICLE 4

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affichée et publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint-Orens de Gameville le 23 juin 2014

Pour le Conseil Municipal,
Mme le Maire,



Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 24 juin 2014
Affichage le : 24 juin 2014
Publication le :

**VILLE DE
SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**



Haute-Garonne

Tel: 05 61 39 00 00

Fax: 05 62 24 92 94

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

24^e alinéa

**RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION
ARBRES & PAYSAGES D'AUTAN**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22.

Vu la délibération en date du 17 avril 2014 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment de procéder au renouvellement de l'adhésion aux associations dont la commune est membre (alinéa 24)

Considérant l'intérêt pour la Commune d'adhérer à l'association Arbres & Paysages d'Autan afin de bénéficier des services qu'elle propose,

DECIDE S/N° 96/2014

ARTICLE 1

De renouveler pour l'année 2014 l'adhésion de la Commune à l'association Arbres & Paysages d'Autan et de payer la cotisation annuelle correspondante d'un montant de 400,00 euros.

ARTICLE 2

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Une expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne.

Fait à Saint-Orens de Gameville le **30 JUIN 2014**

Par délégation du Conseil,
Madame le Maire,

Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le
Et publication, affichage ou notification le



Bulletin d'adhésion 2014

Collectivités

Collectivité Mairie de Saint-Orens de Gamerville

NOM, Prénom de l'élu référent

Adresse 46 avenue de Gamerville

Code Postal 31465 Ville SAINT-ORENS

Téléphone 05 64 14 88 57 Portable

Courriel sophie.carre @ mairie-saint-orens.fr

Déclare adhérer à l'Association ARBRES ET PAYSAGES D'AUTAN, respecter les statuts et payer la cotisation annuelle fixée par l'Assemblée Générale à :

- 100 € minimum pour les communes de moins de 2000 habitants
- 200 € minimum pour les communes de 2000 à 10000 habitants
- 400 € minimum pour les communes de plus de 10000 habitants

Montant versé 400 € par ☐ Chèque ☐ Espèces ☐ Virement ☒ TRANSAT

A SAINT-ORENS le 20.06.2014

Signature

Quelle est votre motivation ?

Poursuite des projets engagés par la ville avec
l'association Arbres et Paysages d'Autan



Imprimé sur papier recyclé

Arbres et Paysages d'Autan

20 route de Ticaille 31450 Ayguesvives - Tél./Fax : 05 34 66 42 13

Courriel : apa31@free.fr - www.arbresetpaysagesdautan.fr

Association agréée « protection de l'environnement » et « jeunesse et éducation populaire »

ARRETES

Demande déposée le 18/12/2013

N° PC 031 506 13 00048

Par :	URBIS REALISATIONS
Demeurant à :	56 58 RUE ALSACE LORRAINE BP 10808 31008 TOULOUSE CEDEX 6
Représenté par :	Monsieur THONNELIER Cyrille
Pour :	Edifier 8 maisons individuelles et 2 maisons de 2 logements
Sur un terrain sis à :	ZAC DE TUCARD ILOT B9 BD 01p

Surface de plancher
créée : 970 m²

Nb de logements : 12

Nb de bâtiments : 10

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville
approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO
Marc en date du 14/04/2014,
Vu le permis de construire n° PC 031 506 1300048 délivré le 24/03/2014,
Considérant que l'autorisation susvisée a été délivrée pour autoriser un permis de construire
groupé valant division parcellaire, au titre de l'article R.431-24 du Code de l'Urbanisme,
Considérant que ladite autorisation ne mentionnait pas la nature du permis de construire
autorisé,
Considérant que le présent arrêté rectificatif a pour objet d'indiquer expressément que le permis
de construire n° PC 031 506 1300048 a été délivré dans le cadre d'une autorisation de
construire groupée valant division parcellaire,

ARRETE N° 23 159

ARTICLE 1 : Le permis de construire rectifiant le permis de construire n° PC 031 506 1300048
délivré le 24/03/2014 est ACCORDE pour autoriser l'édification de huit maisons individuelles
et de deux maisons de deux logements dans le cadre d'une autorisation de construire groupée
valant division parcellaire.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire susvisé sont
maintenues et devront être observées.

Le - 4 JUIN 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur François UBEDA
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 11 juillet 2014
à 16 heures 30 minutes au 14 juillet 2014 inclus.

ARRETONS SOUS N° 23161

ARTICLE 1 Monsieur François UBEDA

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 11 juillet 2014
à 16 heures 30 minutes au 14 juillet 2014 inclus.

**ARTICLE 2 Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 3 juin 2014.

Pour Madame Le Maire,
M. Alain MASSA


Premier Adjoint

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 05/06/2014
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Madame Véronique ROUSSET
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 18 juillet 2014
à 16 heures 30 minutes au 20 juillet 2014 inclus.

ARRETONS SOUS N° 23162

ARTICLE 1 **Madame Véronique ROUSSET**

est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 18 juillet 2014
à 16 heures 30 minutes au 20 juillet 2014 inclus.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 3 juin 2014.

Pour Madame Le Maire,
M. Alain MASSA

Premier Adjoint

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 05/06/2014
Et publication, affichage ou notification le

**VILLE DE
SAINT ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**DELEGATION D'OFFICIER DE L'ETAT CIVIL
ET DE POLICE DES FUNERAILLES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales
VU Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

CONSIDERANT qu'il importe de déléguer à :

Monsieur David ANDRIEU
Conseiller Municipal

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 25 juillet 2014
à 16 heures 30 minutes au 27 juillet 2014 inclus.

ARRETONS SOUS N° 23163

ARTICLE 1 **Monsieur David ANDRIEU**

est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes,
aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 25 juillet 2014
à 16 heures 30 minutes au 27 juillet 2014 inclus.

ARTICLE 2 **Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de
SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,** est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie
adressée à

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Fait à Saint-Orens de Gameville, le 3 juin 2014.

Pour Madame Le Maire,
M. Alain MASSA

Premier Adjoint

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 05/06/2014
Et publication, affichage ou notification le



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER « AVENUE DE LA MARQUEILLE »**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R.110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mr BOESPFLUG en date du 03 avril 2014, à l'occasion du repas de quartier « AVENUE DE LA MARQUEILLE »

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier avenue de la Marqueille organisé par Mr BOESPFLUG et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 23193 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier - avenue de la Marqueille », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux dans la contre-allée située entre les n°89 et 95 de l'avenue de la Marqueille :

**DU SAMEDI 14 JUIN 2014 - 18H00
AU DIMANCHE 15 JUIN 2014 - 02H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Événements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 14 juin 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 14/06/2014
Et après transmission en Préfecture : Néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER RUE DES AUBEPINES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mme CARRASCO en date du 17 mars 2014, à l'occasion du repas de quartier « RUE DES AUBEPINES »

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier de la rue des Aubépines organisé par Mme CARRASCO et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 23194 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier - rue des Aubépines », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue des Aubépines dans sa totalité :**

**DU VENDREDI 13 JUIN 2014 – 10H00
AU SAMEDI 14 JUIN 2014 – 02H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 11 juin 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 13/06/2014
Et après transmission en Préfecture : Néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER CLOS DE BEAUVOIR 1**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mr BOSSUET domicilié au 4, rue du Beauvoir à Saint-Orens de Gameville en date du 4 avril 2014, à l'occasion du repas de quartier « CLOS DE BEAUVOIR 1 »

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier Clos de Beauvoir 1 organisé par Mr BOSSUET et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 23195 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – Clos de Beauvoir 1 », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue de Beauvoir dans sa totalité :**

**DU VENDREDI 20 JUIN 2014 – 18H00
AU SAMEDI 21 JUIN 2014 – 2H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Événements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 16 juin 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER LA QUERQUEILLE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mr HERAIL en date du 7 avril 2014, à l'occasion du repas de quartier « La Querqueille »

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier La Querqueille organisé par Mr HERAIL et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 23197 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – La Querqueille », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux entre le n°6 et le n°36 de l'avenue du Mail

**DU VENDREDI 4 JUILLET 2014 – 18H00
AU SAMEDI 5 JUILLET 2014 – 2H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 17 juin 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP
Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 4 juillet 2014
Et après transmission en Préfecture : Néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER RUE DE LA CHENAIE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R.110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mme VERGNAULT en date du 13 mars 2014, à l'occasion du repas de quartier « RUE DE LA CHENAIE »

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier rue de la Chênaie organisé par Mme VERGNAULT et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 23198 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – rue de la Chênaie », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur la rue de la Chênaie du numéro 20 à l'intersection de la rue du Bousquet.

**DU VENDREDI 4 JUILLET 2014 – 18H00
AU SAMEDI 5 JUILLET 2014 – 2H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 17 juin 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 10 juillet 2014,
Et après transmission en Préfecture : Néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER AVENUE DES ILES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande de Mme MENANT en date du 08 avril 2014, à l'occasion du repas de quartier « AVENUE DES ILES »

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier avenue des Iles organisé par Mme MENANT et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 23199 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – avenue des Iles », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **entre le n°13 et n°21 de l'avenue des Iles.**

**DU VENDREDI 4 JUILLET 2014 – 18H00
AU SAMEDI 5 JUILLET 2014 – 2H00**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie

- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville

- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 17 juin 2014,

Pour Madame le Maire,

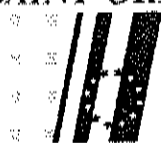
Par délégation,



Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 4 juillet 2014,
Et après transmission en Préfecture : Néant

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax : 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**CONSEIL DES JARDINS
NOMINATION DES MEMBRES**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2013 modifiant le règlement municipal des Jardins Familiaux Partagés,

Considérant que le règlement intérieur des Jardins Familiaux Partagés prévoit l'existence d'un Conseil des Jardins, se réunissant au moins 1 fois par trimestre, et que ce Conseil des jardins se compose de :

- Madame le Maire, présidente ou son représentant,
- 1 collège d'élus : 6 titulaires et 6 suppléants représentants du Conseil Municipal désignés par Madame le Maire
- 1 collège d'usagers : 6 jardiniers titulaires élus et 6 suppléants

Considérant que le renouvellement du Conseil Municipal issu de l'élection municipale du 23 mars 2014 impose la désignation de nouveaux représentants de la Commune.

ARRETONS SOUS N° 23206

ARTICLE 1

Est nommée comme représentante de Madame le Maire :

- Madame Eliane CUBERO-CASTAN.

Sont nommés comme membres titulaires :

- Madame Marielle GAUDOIS,
- Madame Carole FABRE-CANDEBAT,
- Monsieur Jean FARENC,
- Monsieur André PUIS
- Monsieur David RENVAZE,
- Monsieur Claude MERONO.

Sont nommés comme membres suppléants :

- Madame Josiane LASSUS PIGAT,
- Madame Christelle POIRIER,
- Madame Audrey JULLIE,
- Monsieur Jean Claude PIONNIE,
- Monsieur François UBEDA,
- Madame Isabelle CAPELLE-SPECQ.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera affiché et publié au Registre des Actes Administratifs de la Commune et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Les intéressés

Fait à Saint Orens de Gameville, le 10 juin 2014

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le 11/06/2014.
Affichage le 11/06/2014
Publication le -

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

Tél : 05 61 39 00 00

Fax : 05 62 24 92 94

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION AUX ABORDS DE LA PLACE BELLIERES A L'OCCASION DE LA FETE DE LA MUSIQUE LE 21 JUIN 2014

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement de la manifestation «Fête de la Musique» organisée conjointement par le Comité des Fêtes représenté par son Président Mr MEXES et la ville de Saint-Orens et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N°23208/2014

ARTICLE 1

Afin de permettre le bon déroulement de la Fête de la Musique, la circulation et le stationnement des véhicules seront réglementés de la façon suivante :

La circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux,

- avenue Jean Bellières à partir du n°6 de l'avenue Jean Bellières jusqu'à l'intersection avenue Jean Bellières / avenue Armand Leygue / avenue des Chênes.

La circulation et le stationnement de tous les véhicules seront interdits, à l'exception des organisateurs, des services d'urgences et des services municipaux,

- sur la place Jean Bellières.

**Du samedi 21 juin 2014 - 16h00
Au dimanche 22 juin 2014 - 2h00**

La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur toute ou partie de l'avenue Jean Bellières et de la place Jean Bellières avant le dimanche 22 juin 2014 (2h00) sur décision des autorités communales compétentes. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La circulation sera déviée par la rue Sylvain Leygue et l'avenue Armand Leygue.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire correspondante sera fournie et entretenue par les services municipaux et mise en place par les organisateurs. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE.

ARTICLE 7

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera adressé :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Service Associations/Sport/Événements de Saint-Orens de Gameville,
- à Mr le Commandant du SDIS,
- à Mr le Directeur de TISSEO,

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 10 juin 2014,

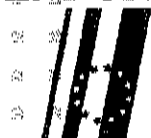
Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne
Tél : 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

Dominique FAURE
Maire

**ARRETE PORTANT DESIGNATION
DU PRESIDENT DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE
DE LA VILLE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE ET DU C.C.A.S**

Le Maire de Saint-Orens de Gameville,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et notamment son article 23,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32 et 33,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 08/04/2008, visée le 10/04/2008 portant à cinq le nombre des représentants titulaires au Comité Technique Paritaire de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S, tant pour les représentants de la collectivité désignés par l'Autorité Territoriale que pour les représentants du Personnel, élus,

Vu les résultats du scrutin portés sur le procès-verbal établi le 06/11/08 à l'issue des élections des représentants du Personnel au Comité Technique Paritaire de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S,

Vu l'arrêté municipal n° 23156 en date du 27 mai 2014, portant désignation de cinq représentants titulaires et cinq représentants suppléants de la Collectivité du C.T.P de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S

ARRETONS SOUS N° 23209

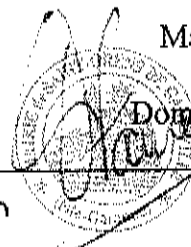
ARTICLE 1 : **Monsieur Alain MASSA, 1^{er} Adjoint délégué aux Finances et aux Ressources Humaines**, titulaire de la collectivité auprès du Comité Technique Paritaire, est désigné Président du Comité Technique Paritaire de la Ville de Saint-Orens de Gameville et du C.C.A.S.

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affiché, notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 10 juin 2014.

Madame le Maire,

Dominique FAURE.



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 13/06/14

Affichage le :

Publication le :

Notification le :

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne

**ARRETE PORTANT OCCUPATION PRIVATIVE SANS EMPRISE DU
DOMAINE PUBLIC COMMUNAL POUR L'ORGANISATION
D'UN « FEU DE LA SAINT-JEAN » LE SAMEDI 21 JUIN 2014**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L-1311-1,

VU la demande du Comité des Fêtes représentée par son Président,

Monsieur MEXES Serge domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS, pour
l'organisation d'un Feu de la Saint-Jean sur les terrains situés en contrebas du bâtiment
buvette de la Pétanque, Place Bellières à Saint-Orens propriété de la ville de Saint-
Orens, le **vendredi 21 juin 2013 à la tombée de la nuit (aux environs de 22h30)**,

VU l'état des lieux de la place publique Jean Bellières,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP,
5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

ARRETE N°23210/2014

ARTICLE 1

Il est accordé au pétitionnaire une autorisation d'occupation privative sans emprise du
domaine public communal, place Jean Bellières (partie gravillonnée près de la buvette),
pour le déroulement du feu de la Saint-Jean.

**LE SAMEDI 21 JUIN 2014
DE 7h00 A MINUIT**

ARTICLE 2

La présente autorisation est donnée à titre précaire et révocable.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE
GAMEVILLE, une ampliation en sera adressée au Président du Comité des Fêtes.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 10 juin 2014.

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le :

Et après transmission en Préfecture : Néant



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE L'ORGANISATION
D'UN FEU DE LA SAINT-JEAN**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la demande du Comité des Fêtes représentée par son Président,

Monsieur MEXES Serge domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 SAINT-ORENS, pour l'organisation d'un Feu de la Saint-Jean sur les terrains situés en contrebas du bâtiment buvette de la Pétanque, Place Bellières à Saint-Orens propriété de la ville de Saint-Orens, le samedi 21 juin 2014 à la tombée de la nuit (aux environs de 22h30).

VU l'arrêté d'occupation privative sans emprise du domaine public délivré le 10 juin 2014,

VU les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

VU la configuration du terrain où doit se tenir cette manifestation,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police d'assurer le bon ordre et la sécurité des manifestations où il se fait de grands rassemblements de personnes.

ARRETE N°23211/2014

ARTICLE 1

Le feu de la Saint-Jean que se propose d'organiser le Comité des Fêtes, le samedi 21 Juin 2014, sur les terrains situés en contrebas du bâtiment buvette de la Pétanque, Place Bellières est autorisé.

ARTICLE 2

Durant l'organisation de son Feu de la Saint-Jean sur les terrains ci-dessus référencés le Président de l'Association Comité des Fêtes est tenu de respecter les prescriptions ci-après:

1 – Interdire l'utilisation de matières plastiques pour alimenter le foyer, tous matériaux de synthèse produisant des fumées hautement toxiques et de carburant.

2 – N'utiliser que du bois d'origine naturelle dépourvu de clous, vis ou pointes (exemple palette à exclure).

3 – Centrer le foyer sur le terre-plein et contrôler les flammes trop hautes afin d'éviter au maximum les brûlures sur le jeune feuillage.

4 – Maintenir le public loin du foyer par des barrières de foule, à une distance minimum de 40 m.

5 – Désigner des responsables munis chacun de seaux d'eau, extincteurs, couverture (en cas de feu sur une personne).

6 – Informer les responsables de la sécurité (désignés par les organisateurs) du numéro d'appel des Sapeurs Pompiers, de l'emplacement du poste téléphonique le plus proche et du numéro d'appel du SAMU.

7 – Réserver un accès facile des secours en interdisant le stationnement sur la voie d'accès proche de l'emplacement choisi.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE. Une ampliation en sera adressée au Président du Comité des Fêtes.

ARTICLE 5

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,
- Messieurs les Gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera adressé :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville,
- à Mr le Commandant du SDIS,

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 11 juin 2014,.

Pour Madame le Maire,
Par délégation,

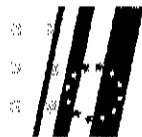


Serge JOP

Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 21.06.2014
Et après transmission en Préfecture : Néant

**VILLE DE
SAINT-ORENS**



Haute-Garonne

Tél : 05 61 39 00 00

Fax : 05 62 24 92 94

Madame Dominique FAURE

Maire

**ARRETE PORTANT DESIGNATION
DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE
AU COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE
DES SERVICES DE LA COMMUNE DE SAINT-ORENS
DE GAMEVILLE**

Madame le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 juin 2003 portant création d'un Comité d'Hygiène et de Sécurité pour les services de la Commune de Saint-Orens de Gameville, fixant à trois le nombre des représentants titulaires de la collectivité et à trois le nombre des représentants titulaires du personnel ainsi qu'un nombre égal de suppléants dans chacun des collèges.

Considérant que le renouvellement du Conseil Municipal en mars 2014 implique de procéder à la désignation de trois membres titulaires et de trois membres suppléants parmi les nouveaux conseillers municipaux.

ARRETONS SOUS N° 23213

ARTICLE 1

Sont désignés représentants titulaires de la collectivité au sein du Comité d'Hygiène et de Sécurité pour les services de la Commune de Saint-Orens de Gameville :

Madame Dominique FAURE, Maire

Monsieur Alain MASSA, 1^{er} Adjoint, Président du C.H.S

Monsieur Jean-Pierre GODFROY, Conseiller municipal

ARTICLE 2

Sont désignés représentants suppléants de la collectivité au sein du Comité d'Hygiène et de Sécurité pour les services de la Commune de Saint-Orens de Gameville :

Madame Carole FABRE-CANDEBAT, Adjointe au Maire

Madame Christelle POIRIER, Conseillère municipale

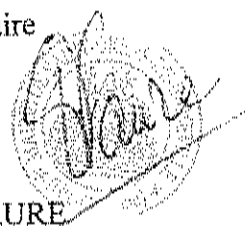
Monsieur Marc MOREAU, Conseiller municipal

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, affiché, publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune et notifié aux intéressés.

Fait à Saint Orens de Gameville, le 11 juin 2014

Madame le Maire



Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 13/06/2014
Affichage le :
Publication le :
Notification le :



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT
INTERDICTION DE CONSOMMATION D'ALCOOL DANS LE
PARC PUBLIC DE CATALA, AUX ABORDS DU CHATEAU,
SUR LE BOULEVARD DE CATALA, AUX ABORDS DU
GROUPE SCOLAIRE CORAIL, SUR LA CONTRE-ALLEE
DE L'AVENUE DES AMETHYSTES, RUE PABLO NERUDA,
AUX ABORDS DU GROUPE SCOLAIRE HENRI-PUIS,
PARKING HENRI-PUIS, RUE DES SPORTS, RUE DU
CENTRE, RUE DES HAUTS DE GAM', RUE DES
CHASSELAS, RUE DES LAURIERS, AVENUE DU LYCEE,
AUX ABORDS DU LYCEE PIERRE-PAUL RIQUET A
SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5 ;

VU le Code pénal et notamment son article R.610-5 ;

VU le Code de la santé publique, notamment les articles L.3341-1 et suivants relatifs à la répression de l'ivresse publique, et L.3342-1 et suivants relatifs à la protection des mineurs contre l'alcoolisme ;

VU la circulaire ministérielle NOR/INT/D05/00044/C du 04 avril 2005 relative à la prévention des atteintes à l'ordre et à la tranquillité publics liées à la ventes de boissons alcoolisées à emporter et à la consommation d'alcool ;

VU l'arrêté municipal le numéro 23059 du 14 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, cinquième adjoint au maire, en matière de mobilité urbaine, de sécurité, d'affaires générales, de communication, de défense//protocole/anciens combattants.

CONSIDERATION que la consommation excessive de boissons alcoolisées par des individus sur les voies, places, installations sportives, dans le parc public de Catala, aux abords du château, du boulodrome, ainsi que sur le boulevard de Catala, aux abords du groupe scolaire Corail, et sur la contre-allée de l'avenue des Améthystes, rue Pablo Neruda, parking Henri-Puis, aux abords du groupe-scolaire Henri-Puis, rue des Sports, rue du Centre, rue des Hauts de Gam', rue des Chasselas, rue des Lauriers, avenue du Lycée, ainsi qu'aux abords du lycée Pierre Paul Riquet est source de désordre, de dégradation, de nuisance sonore et d'incivilité constatés et répétés sur le domaine public ;

CONSIDERANT que le comportement des personnes en état d'ébriété porte atteinte au bon ordre, à la tranquillité et à la sécurité publiques ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté en de nombreux endroits et à plusieurs reprises des débris de verre, de plastique, et de canettes d'aluminium jonchant le sol en des lieux fréquentés par des adultes et des enfants ;

CONSIDERANT dès lors qu'il appartient au Maire de prévenir les désordres et nuisances portant atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la tranquillité et à la salubrité publiques résultant de la consommation excessive de boissons alcoolisés par des individus dans le parc public de Catala, aux abords du château, du boulodrome, ainsi que sur le boulevard de Catala, aux abords du groupe scolaire Corail, et sur la contre-allée de l'avenue des Améthystes, rue Pablo Neruda, parking Henri-Puis, aux abords du groupe-scolaire Henri-Puis, rue des Sports, rue du Centre, rue des Hauts de Gam', rue des Chasselas, rue des Lauriers, avenue du Lycée, ainsi qu'aux abords du lycée Pierre Paul Riquet.

ARRETONS sous le n°23214

ARTICLE 1

La consommation de boissons alcoolisées telles que définies par le code de la santé publique est interdite, sauf festivités autorisées par le Maire de Saint-Orens de Gameville, dans le parc public de Catala, aux abords du château, du boulodrome, ainsi que sur le boulevard de Catala, aux abords du groupe scolaire Corail, et sur la contre-allée de l'avenue des Améthystes, rue Pablo Neruda, parking Henri-Puis, aux abords du groupe-scolaire Henri-Puis, rue des Sports, rue du Centre, rue des Hauts de Gam', rue des Chasselas, rue des Lauriers, avenue du Lycée, ainsi qu'aux abords du lycée Pierre Paul Riquet, à compter du 27 juin 2014 jusqu'au 26 septembre 2014 entre 12 heures et 06 heures.

ARTICLE 2

Ne sont pas concernés par le présent arrêté municipal :

Les débits de boissons et leurs terrasses, dûment autorisés à vendre de l'alcool.

Les lieux de manifestations locales et débits de boissons temporaires dûment autorisés par dérogation expresse du Maire.

ARTICLE 3

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 26 juin 2014.

Pour le Maire,
Pour délégation,



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 30/06/2014.
Et publication, et affichage le :

AUTORISATION D'EXHUMATION

Nous, Maire de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature numéro 23063 du 14 avril 2014, accordée à Monsieur Etienne LOURME – 9^{ème} adjoint au maire,

VU la demande présentée par Madame BONNES épouse TAUPIAC Raymonde, domiciliée 46, boulevard Catala, 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer du caveau G/10, dans le cimetière NINARET - NCII, les corps de : Claude TAUPIAC, décédé le 05 mai 2004, son époux, pour un changement de cercueil, Marinette PROUDHOM épouse BONNES, décédée le 07 novembre 2010, sa mère, pour une manipulation de cercueil

Jeanine BONNES, décédée le 23 octobre 1952, et Alphonse BONNES, décédé le 12 juillet 1999, ses parents, pour une réduction des corps et mise dans un reliquaire,

Tous inhumés dans le cimetière de Saint-Orens, pour les faire réinhumer dans le même caveau de famille (concession n°30)

Considérant que Madame BONNES épouse TAUPIAC est le plus proche parent des défunts sus-nommés,

Considérant que la marbrerie SALVETAT, 87, route de Colomiers – 31700 CORNEBARIEU, a été désignée en qualité de mandataire,

ARRETONS sous le N° 23 215

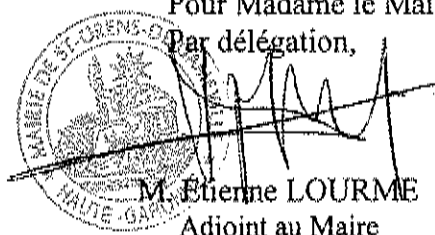
Article 1 : Le demandeur est autorisé à faire procéder à l'exhumation de ces corps, en vue de leur réinhumation après réductions, manipulation ou changement de cercueil dans le même caveau familial, emplacement G/10 – Cimetière de Ninaret - NCII.

Article 2 : Ces opérations auront lieu le lundi 16 juin 2014 à 7H30, en présence du pétitionnaire ou de son mandataire et de M. GUICHARD, Chef de Police Municipale, délégué à cet effet qui veillera à l'exécution des mesures prescrites par les articles R 2213-41 et R 2213-42 du Code Général des Collectivités Territoriales et dressera de l'opération un procès-verbal qui nous sera remis.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération est l'entreprise SALVETAT.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le

Pour Madame le Maire,
Par délégation,


M. Etienne LOURME
Adjoint au Maire

Travaux Voirie Entretien des bâtiments publics
Réseaux Cimetières

Demande déposée le 28/04/2014

N° PC 031 506 14 00015

Par :	Monsieur PIERRARD Jonathan et Madame GENEVOY Aurelie
Demeurant à :	13 RUE JOSEPH SAGET 31000 TOULOUSE
Représenté par :	
Pour :	Edifier une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	22 RUE DES VIGNES BS 59

Surface de plancher

créée : 84 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,
Vu la déclaration préalable n° 031 506 1400031 délivrée tacitement le 21/04/2014,
Vu l'avis en date du 14/05/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,
Vu l'avis en date du 20/05/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,
Vu l'avis favorable en date du 05/06/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA,
CONSIDERANT que le projet ne respecte pas intégralement les dispositions de l'article UB 7.1.2 du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne :

- Le projet implanté sur limite séparative, atteint une hauteur au faîtage de 6,95 mètres et 5,55 mètres sur sablière au lieu de 3,50 mètres au faîtage et 2,60 mètres sur sablière réglementaires maximum.
- Le projet implanté sur limite séparative, atteint une longueur de 8,09 mètres au lieu de 8 mètres réglementaires maximum.

ARRETE N° 23 216

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire est refusé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

2206 JULEN 2014

Le

Pour le Maire
Par délégation

Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

14 JUIL 2014

Demande déposée le 28/04/2014**N° PC 031 506 14 00014**

Par :	Monsieur SERRANO Stéphane et Madame HILLAT Olivia
Demeurant à :	3 PLACE DE LA MAIRIE VIEILLE 31320 AUZEVILLE TOLOSANE
Représenté par :	
Pour :	Edifier une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	22 RUE DES VIGNES BS 59

Surface de plancher

créée : 84 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu la déclaration préalable n° 031 506 1400031 délivrée tacitement le 21/04/2014,

Vu l'avis en date du 14/05/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 20/05/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 04/06/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA,

CONSIDERANT que le projet ne respecte pas intégralement les dispositions de l'article UB 7.1.2 du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne :

- Le projet implanté sur limite séparative, atteint une hauteur au faîtage de 6,95 mètres et 5,55 mètres sur sablière au lieu de 3,50 mètres au faîtage et 2,60 mètres sur sablière réglementaires maximum.
- Le projet implanté sur limite séparative, atteint une longueur de 8,09 mètres au lieu de 8 mètres réglementaires maximum.

ARRETE N° 23 217

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire est refusé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le 20 JUIN 2014Pour le Maire
Par délégationMarc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le : 24 JUIN 2014

Demande déposée le 24/04/2014

N° PC 031 506 14 00013

Par :	Monsieur LASSERRE Jean-Pierre
Demeurant à :	CD 50 DOMAINE DE FAJOLES 31280 MONS
Représenté par :	
Pour :	Edifier une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	8 IMPASSE DE LA NEGRETTE BS 220

Surface de plancher
créée : 168 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2003, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,
Vu l'avis en date du 14/05/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,
Vu l'avis en date du 26/05/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,
Vu l'avis favorable en date du 05/06/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA,

ARRETE N° 23 218

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

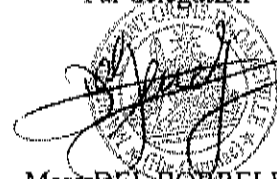
ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le

19 JUIN 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

VILLE DE ST ORENS

DE GAMEVILLE



Haute-Garonne
☎ 05 61 39 00 00
Fax: 05 62 24 92 94

DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur BRACHET David, Président de l'association Saint-Orens Badminton, domicilié 198, rue Max Planck – BP 67189 – 31671 Labège Cedex ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – au Gymnase René Cassin à Saint-Orens de Gameville, du samedi 28 juin 2014 à 8 heures au dimanche 29 juin 2014 à 19 heures à l'occasion de l'évènement sportif nommé « SOBAD IS SO GOOD ».

Le.....,

ARRETE DU MAIRE N° 23219

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par Monsieur BRACHET David, Président de l'association Saint-Orens Badminton, domicilié 198, rue Max Planck – BP 67189 – 31671 Labège Cedex.


Article unique :

Monsieur BRACHET David, Président de l'association Saint-Orens Badminton, domicilié 198, rue Max Planck – BP 67189 – 31671 Labège Cedex est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – au Gymnase René Cassin à Saint-Orens de Gameville, du samedi 28 juin 2014 à 8 heures au dimanche 29 juin 2014 à 19 heures à l'occasion de l'évènement sportif nommé « SOBAD IS SO GOOD ».

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

P/O David BRACHET

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,
Le 11 juin 2014.


Saint-Orens Badminton
(SOBAD)
198, Rue Max Planck
BP 67189
31671 Labège Cedex
G. CHARNIER

Madame le Maire
Dominique FAURE



Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 26/06/2014

Hôtel de Ville 46, Avenue de Gameville 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Demande déposée le 22/04/2014

N° PC 031 506 14 00012

Par :	SCI SPLATCH
Demeurant à :	13 AVENUE DES PYRENEES 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Monsieur GEORGET Samuel
Pour :	Aménager un garage en logement et créer trois places de stationnement couvertes et démolir un abri de jardin
Sur un terrain sis à :	13 AVENUE DES PYRENEES BE 203

Surface de plancher
créée : 35 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire valant permis de démolir susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,
Vu la surface de plancher existante conservée de 172 m²,
Vu l'avis en date du 05/05/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,
Vu l'avis défavorable en date du 13/05/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,
Vu l'avis favorable en date du 21/05/2014 du service E.R.D.F.,
CONSIDERANT que le Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole a émis un avis défavorable précisant qu'il n'autorisera pas la création d'un second accès à la parcelle.

ARRETE N° 23 222

ARTICLE 1 : Le permis de construire valant permis de démolir est REFUSE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Le

25 JUIN 2014

Pour le Maire
Par délégation

Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAI ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER DES CARMES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R.110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU la demande de Madame BOUYGUES, domiciliée au 54, chemin des Carmes à Saint-Orens de Gameville, en date du 26 mars 2014, à l'occasion du repas de quartier de la rue des Carmes le vendredi 27 juin 2014.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier des Carmes organisé par Mme BOUYGUES et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRETE N° 23223 / 2014

ARTICLE 1

Afin de permettre la manifestation « repas de quartier – Les Carmes », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **sur l'IMPASSE DES VIGNES** dans sa totalité.

**DU VENDREDI 27 JUIN (18H00)
AU SAMEDI 28 JUIN 2014 (2H00)**

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Service Associations/Sport/Événements de Saint-Orens de Gameville

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE

Le 17 juin 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants

Acte certifié exécutoire après publication, affichage ou notification le : 27 juin 2014
Et après transmission en Préfecture : Néant

**VILLE DE ST ORENS
DE GAMEVILLE**



**DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR
UN DEBIT DE BOISSON TEMPORAIRE**

Madame le Maire,

Je soussigné Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville, domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 Saint-Orens de Gameville ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Place Jean Bellières, à l'occasion des festivités du 13 Juillet 2014.

ARRETE DU MAIRE N° 23225

Je soussignée, D. FAURE, Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE.

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique.

Vu les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.3334-2 et L.3352-5 du Code de la Santé Publique,

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville, domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 Saint-Orens de Gameville.

Article unique :

Monsieur MEXES Serge, Président du Comité des Fêtes de Saint-Orens de Gameville, domicilié 57, rue du Bousquet – 31650 Saint-Orens de Gameville est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à Saint-Orens de Gameville – Place Jean Bellières, à l'occasion des festivités du 13 Juillet 2014.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

Fait à SAINT ORENS DE GAMEVILLE,
Le 19 juin 2014.

Madame le Maire

Dominique FAURE

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : NEANT.

Notification au demandeur du débit de boissons temporaire le : 09/07/2014.

Demande déposée le 22/05/2014

N° PC 031 506 12 00005 02M

Par :	SCCV CLOSERIE REVEL
Demeurant à :	73 BOULEVARD DELTOUR 31500 TOULOUSE
Représenté par :	Messieurs REY Eric et LACOME Jean-Paul
Pour :	Modifier l'aspect extérieur d'un bâtiment collectif et modifier la position des stationnements aériens
Sur un terrain sis à :	10 AVENUE DE REVEL BE 330

Surface de plancher
créée : 0 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville
approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc
en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1200005 délivré le 05/03/2012,

Vu le transfert de permis de construire n° PC 031 506 1200005 01T délivré le 15/10/2013,

ARRETE N° 23 228

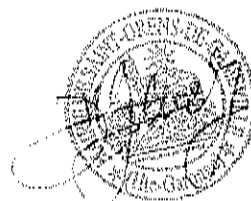
ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la
demande susvisée, modifiant les permis de construire délivrés le 05/03/2012 sous
le n° 031 506 1200005 et le 15/10/2013 sous le n° 031 506 1200005 01T.

ARTICLE 2 : Les réserves et prescriptions contenues dans les permis de construire susvisés sont
maintenues et devront être observées.

Le 02 JUL. 2014

M. DEL BORRELLO

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement Urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires
auprès de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens au 05.61.14.88.57.

Demande déposée le 12/05/2014

N° PC 031 506 12 00041 01M

Par :	Monsieur et Madame CILLARD Daniel
Demeurant à :	13 BIS RUE DE LA PLAINE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Modifier l'aspect extérieur d'une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	13 BIS RUE DE LA PLAINE BT 290

Surface de plancher
créée : 0 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis de construire n° PC 031 506 1200041 délivré le 28/01/2013,

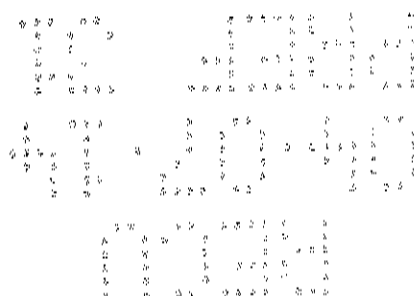
CONSIDERANT que le projet ne respecte pas intégralement les dispositions de l'article UB 7.1.2 du règlement du Plan Local d'Urbanisme en ce qui concerne :

Le projet implanté en limite séparative atteint une longueur totale de 8,80 mètres au lieu de 8 mètres maximum règlementaires, comme le stipule l'article UB 7.1.2.

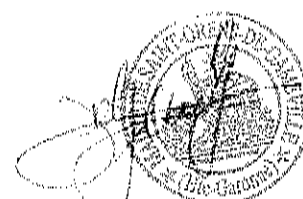
ARRETE N° 23 229

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire modificatif est REFUSE pour le projet décrit dans la demande susvisée, modifiant le permis de construire délivré le 28/01/2013 sous le n° 031 506 1200041.

Le 02 JUIN 2014



Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

4 JUIN 2014

Demande déposée le 09/05/2014**N° PC 031 506 14 00016**

Par :	Monsieur CRESPO Mike et Madame BROUQUISSE Alexia
Demeurant à :	38 AVENUE DE L'HERS 31500 TOULOUSE
Représenté par :	
Pour :	Edifier une maison individuelle
Sur un terrain sis à :	3 CHEMIN DE CAOUSSE CD 49

Surface de plancher

créée : 130 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis d'aménager n° 031506 1400001 délivré le 04/03/2014,

Vu l'avis en date du 28/05/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 05/06/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 11/06/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA,

ARRETE N° 23 232

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012. **** *

Le 03 JUL. 2014

Pour le Maire
Par délégation

Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens au 05.61.14.88.57.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche

**MAIRIE DE SAINT-ORENS DE
GAMEVILLE****PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE****Demande déposée le 14/05/2014****N° PC 031 506 14 00017**

Par : Monsieur MARTIN Fabio
Demeurant à : 17 RUE JACQUELINE AURIOL
Batiment G4 Appartement 302
31400 TOULOUSE
Représenté par :
Pour : Edifier une maison individuelle
Sur un terrain sis à : 3 CHEMIN DU CAOUSSE CD 40

Surface de plancher
créée : 99 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu le permis d'aménager n° 031506 1400001 délivré le 04/03/2014,

Vu l'avis en date du 28/05/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 05/06/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 13/06/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA,

ARRETE N° 23 254

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.



Le 03 JUL. 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens au 05.61.14.88.57.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un

**MAIRIE DE SAINT-ORENS DE
GAMEVILLE**

**PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 23/05/2014

N° PC 031 506 14 00019

Par :	S.A. DUPRAT
Demeurant à :	4 AVENUE DES PALANQUES 31120 PORTET SUR GARONNE
Représenté par :	Madame DUPRAT Marie-José
Pour :	Edifier deux maisons individuelles mitoyennes
Sur un terrain sis à :	45 AVENUE DE TOULOUSE BX 147

Surface de plancher
créée : 265 m²

Nb de logements : 2

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire groupé valant division susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

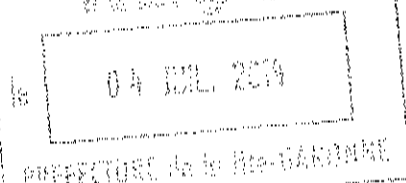
Vu la non-opposition à la déclaration préalable n° 031506 1300089 délivrée le 26/09/2013,

Vu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Garonne en date du 04/06/2014 assorti de prescriptions,

Vu l'avis en date du 04/06/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 17/06/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA,

Vu l'avis en date du 18/06/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,



ARRETE N° 23 255

ARTICLE 1 : Le permis de construire groupé valant division est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

.../...

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 03 JUL. 2014

Pour le Maire
Par délégation



Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

Acte certifié exécutoire après transmission en Préfecture le :

POUR INFORMATION

Préalablement au début des travaux, je vous invite à solliciter toutes les autorisations de voirie qui s'avèrent nécessaires auprès de la Direction des Services Techniques de la Mairie de Saint-Orens au 05.61.14.88.57.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

Demande déposée le 23/05/2014

N° PC 031 506 14 00020

Par : Monsieur et Madame CHANTON-PETIT Franck
Demeurant à : 7 RUE DU VIVIER
31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :
Pour : Edifier une maison individuelle
Sur un terrain sis à : 20 AVENUE DU COUSTOU BK 44, BK 45

Surface de plancher
créée : 132m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 1

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,
Vu la non-opposition à la déclaration préalable n° 031506 1300023 délivrée le 24/03/2014,
Vu le complément de dossier déposé le 01/07/2014,
Vu l'avis en date du 04/06/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,
Vu l'avis favorable en date du 17/06/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA,
Vu l'avis en date du 18/06/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

ARRETE N° 23 256

ARTICLE 1 : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

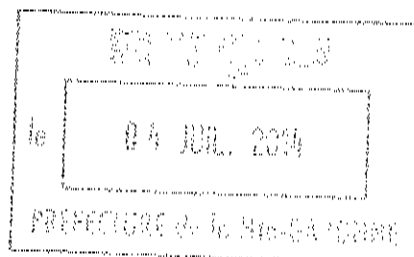
ARTICLE 2 : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 03 JUL. 2014



Pour le Maire
Par délégation

Marc DEL BORRELLO
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain

Demande déposée le 26/05/2014**N° PC 031 506 14 00021**

Par :	Monsieur VIDAL Fernand
Demeurant à :	55 RUE DE LALANDE 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	Réaliser l'agrandissement de 2 logements et changer la destination d'un local d'activité en habitation
Sur un terrain sis à :	55 RUE DE LALANDE BO 186

Surface de plancher
créée : 180 M²

Nb de logements : 2

Nb de bâtiments : 0

Destination : Habitation

MADAME LE MAIRE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 et mis à jour le 1^{er} avril 2014,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur DEL BORRELLO Marc en date du 14/04/2014,

Vu la surface de plancher existante conservée de 677 m²,

Vu l'avis en date du 04/06/2014 de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction du Cycle de l'eau, assorti de prescriptions,

Vu l'avis favorable en date du 17/06/2014 du service E.R.D.F. assorti de prescriptions et émis sur la base d'un projet d'une puissance de raccordement de 12 kVA,

Vu l'avis en date du 18/06/2014 du Service Etudes et Développement du Pôle sud-est de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole, assorti de prescriptions,

ARRETE N° 23 257**ARTICLE 1** : Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.**ARTICLE 2** : Les prescriptions émises par les services consultés susvisés devront être respectées.**ARTICLE 3** : Le pétitionnaire devra se rapprocher des services gestionnaires des divers réseaux (ERDF, Communauté Urbaine Toulouse Métropole, ...) avant le début des travaux.**ARTICLE 4** : La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur. Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne. La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.**ARTICLE 5** : Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de la Communauté Urbaine Toulouse Métropole - Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux. A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de la Communauté Urbaine de Toulouse Métropole en date du 11 octobre 2012.

Le 11 JUIL. 2014

Pour le Maire
Par délégation

Marc DEL BORRELLO

Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain

**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
A L'OCCASION DE LA FETE NATIONALE 2014**

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Serge JOP, 5^{ème} adjoint au maire, portant le numéro 23059 du 14 avril 2014,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour la bonne organisation de la fête nationale du dimanche 13 juillet 2014 et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de cette manifestation,

ARRETE N° 23262/2014

ARTICLE 1

Afin de permettre le déroulement de la fête nationale, la circulation et le stationnement de tous les types de véhicules seront interdits, à l'exception des riverains, des services d'urgences, des services municipaux et des organisateurs **sur la place Jean BELLIERES** et dans toutes les rues adjacentes suivantes :

- à partir du n°6 de l'avenue Jean Bellières jusqu'à l'intersection avenue Jean Bellières/ avenue Armand Leygue/ avenue des Chênes.
- rue de Lentourville au niveau du n° 32 et 43

**DU DIMANCHE 13 JUILLET 2014 (14H00)
AU LUNDI 14 JUILLET 2014 (2H00)**

La circulation et le stationnement pourront être rétablis sur toute ou partie de l'avenue Jean Bellières et de la place Jean Bellières avant le lundi 14 juillet 2014 (2h00) sur décision des autorités communales compétentes.

ARTICLE 2

Pour le bon déroulement de la fête nationale sur la place Jean BELLIERES, la circulation sera déviée pendant la durée de la manifestation de la façon suivante :

- Pour l'avenue Jean BELLIERES : par la rue Sylvain Leygue et l'avenue Armand Leygue ;
- Pour la place Jean BELLIERES et la rue de LENTOURVILLE : par la rue du Parc et la rue du Moulin.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire correspondante sera fournie et entretenue par les services municipaux et mise en place par les organisateurs. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparus et la circulation rétablie

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE.

ARTICLE 7

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE,

Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE-GAMEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera adressé :

- à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Service Associations/Sport/Evenements de Saint-Orens de Gameville,
- à Mr le Commandant du SDIS,

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 30 juin 2014,

Pour Madame le Maire,
Par délégation,



Adjoint à la Mobilité Urbaine, Sécurité, Affaires Générales
Communication, Défense, Protocole et Anciens Combattants